

III - BILAN POUR LA FRANCE.

De tout ce qui précède, rappelons qu'il ressort la nécessité impérieuse de promouvoir un travail permanent de solidarité envers les peuples d'Indochine, travail aussi ample que possible. Voilà un peu moins d'un an que nous avons décidé de réengager systématiquement une activité en ce sens (BP de début janvier 71).

Cela ne va pas sans poser de problèmes. L'extrême-gauche française est profondément dépolitisée à ce sujet. Cela résulte essentiellement de trois facteurs :

* L'élargissement du champ d'action des organisations révolutionnaires après Mai 68, les possibilités concrètes d'action en direction de leur propre classe ouvrière, ont modifié intégralement le schéma de leur intervention. L'Union Nationale des Etudiants de France et le Comité Vietnam National - Comité Vietnam de Base (CVN - CVB) occupaient la majeure partie de leurs efforts Mai 68 tuera et l'UNEF et les CVN - CVB. Parce que les forces militantes de l'extrême-gauche délaisseront ce terrain d'activité pour s'investir dans d'autres. Parce que les problèmes d'unité en son sein se poseront dorénavant dans des termes beaucoup plus difficiles.

* L'évolution du « climat » indochinois ne facilitera pas les choses : le début de retrait des troupes, l'ouverture de la Conférence de Paris, laisseront pour beaucoup l'impression que l'action militante est moins importante et que le relai est pris par les diplomates. La guerre semble en voie de conclusion ...

* Enfin, et c'est le plus important, sous la double poussée de l'éveil des masses européennes et du développement de la vague de fond spontanéiste, les organisations d'extrême-gauche vont subir de dangereuses tendances à la dépolitisation en profondeur quant à la révolution indochinoise. La sensibilité internationaliste restera vivace : elle cimentera bien des manifestations ponctuelles de solidarité (Mexico, etc...). Mais son action va devenir velléitaire à l'image du spontanéisme. L'extrême gauche ne saura plus développer de campagnes internationalistes un tant soit peu prolongées. Elle bouchera les pores de son activité « française » par des interventions rythmées aux grands titres de la « une » du « Monde ». Ensuite la conscience internationaliste de l'extrême-gauche elle-même s'estompera. La possibilité d'action de solidarité internationaliste dépendra toujours plus des variations des rapports inter-organisations (rapports o combien fluctuants !). La presse de l'extrême-gauche se videra de toute référence internationale qui n'est pas directement utilisable dans la polémique française (Jackson parce que cela est « sauvage », la Chine parce qu'il faut bien une référence...).

Dans ce processus de dépolitisation, nous résistons infiniment mieux que les autres organisations. Essentiellement parce que nous sommes partie prenante d'une Internationale, et directement engagés dans la construction de sections étrangères. Cela permettra d'assurer un minimum de continuité aux rubriques de « Rouge », d'engager des campagnes propagandistes (Moyen-Orient), de multiplier les actions spectaculaires, etc. Cependant l'absence de tout travail de masse anti-impérialiste et le fait que nous n'ayons pas encore su intégrer cette dimension à notre travail d'implantation dans les entreprises (hormis quelques rares exceptions) ont eu néanmoins de lourdes conséquences.

Tirons un premier bilan en ce qui concerne l'intervention propre de la Ligue et son travail de masse.

1) L'intervention propre de la Ligue

On peut tirer un bilan dans l'ensemble positif, mais insuffisant.

* Nous avons réengagé un effort de formation et d'éducation sur la révolution vietnamienne. Les stages de Montargis ont montré que l'Indochine était le parent (très) pauvre des lectures militantes. Grâce à la brochure, aux articles de nouveau réguliers de « Rouge », aux actions militantes et aux meetings, nous avons commencé à refaire de la révolution indochinoise un facteur de formation, un centre d'intérêt, et à reconstituer une fraction militante. Nous revenons cependant de loin et il reste beaucoup à faire (stages de Noël, deuxième brochure, fraction Ligue FSI, matériel FSI, doivent nous y aider).

* Nous avons par la relance de notre activité - et par l'appui qu'elle a reçu des vietnamiens - posé un problème à l'extrême-gauche française. Sans réussir pour autant à la remobiliser réellement dans son ensemble du fait de son caractère velléitaire ... Nous y reviendrons lors du bilan FSI.

* Nous avons jeté par là un de nos plus gros pavés dans le marais de la « gauche ». La présence de nos cortèges aux manifestations unitaires, nos demandes répétées d'adhésion au cartel des 44, etc., ont mis fréquemment le PCF dans l'embarras.

A tel point qu'à une manifestation l'année dernière, il nous a pour la première fois reconnu le droit de présence (lorsqu'en février 71, il a retiré son service d'ordre qui traditionnellement nous séparait de la manifestation pour le placer derrière nous !). Nous avons pu faire agir en ces occasions la Convention, la CFDT, le PSU, le MDPL, etc.

* Enfin, nous avons pu manifester auprès des Vietnamiens notre volonté de solidarité militante et recevoir en retour un soutien inespéré (participation du FRI au meeting parisien, participation ou messages à de nombreux meetings de province, rencontre entre le BP de la Ligue et des représentants du GRP à Paris...). Ce fut extrêmement important, et pour créer les conditions, en France, de la relance de l'action, et pour consolider notre position par rapport au PC, et pour la IVème sur le plan international.

Mais tout cela s'avère encore fragile (cf. structuration interne) et, surtout, largement insuffisant. Le gros problème restait l'activité de masse.

2) Le Front Solidarité Indochine

C'est le 6 mars 71 que le CC de la Ligue décide de lancer un appel à la création d'un front de solidarité envers la révolution indochinoise. De nombreuses difficultés s'accumulaient - et s'accumulent encore partiellement. Pour relancer une action de masse, il fallait à tout prix un appel et une organisation unitaires, or l'unité apparaissait impossible !

Trois facteurs pesaient favorablement :

* L'actualité remettait à la « une » l'Indochine (Cambodge, Laos, etc.). Les illusions de l'après Mai 68 se dissipaient.

* Notre activité propre, le soutien qu'elle avait reçu des Vietnamiens, interdisait aux autres courants politiques de simplement ignorer le problème.

* Il existait une frange d'intellectuels et de petites organisations prêtes à investir leurs forces au sein d'un FSI et en accord général avec notre orientation en ce domaine.

Mais la situation n'en était pas moins très délicate. La difficulté essentielle résidait dans l'état de l'extrême-gauche.

* L'ensemble des courants ultra-gauches s'opposait au lancement d'une organisation de type FSI. Pour deux raisons : une de fond - ce terrain d'activité, comme campagne prolongée, est étranger à leurs objectifs politiques. C'est chez eux que la régression politique, après Mai 68, est la plus prononcée (comparez avec l'activité des CVB animés par l'UJCM maoïste). Une plus conjoncturelle - une telle organisation s'opposait à leur projet de SR tous azimuts en lui retirant un thème d'intervention et en polarisant une frange de militants hors du SR, sous notre direction.

* Le PSU, comme d'habitude, était déchiré. Son problème était double : divisé et paralysé, il était incapable d'agir avec efficacité (quels que soient ses projets). En conséquence, travailler à construire le FSI risquait pour eux de signifier travailler pour le roi de Prusse (c'est à dire la Ligue). Deuxièmement le PSU ne pouvait se désintéresser de la question. « Révolution » peut aujourd'hui, par exemple, se retirer du FSI (taxé d'« opportuniste de droite ») sans conséquence. Un groupuscule peut se permettre une attitude groupusculaire. Il n'en est pas de même pour le PSU. Parti reconnu, il ne peut être hors d'une activité qui prendra peut-être de l'importance par rapport à l'extrême-gauche, à la gauche, et aux Vietnamiens. Il lui faut être prudent. Il aura donc toujours un pied dans le FSI, un pied dehors, et dansera de l'un à l'autre. Son projet initial : faire du FSI un simple « centre d'initiative national » qui incite les organisations d'avant-garde et les organisations de « masse » déjà existantes (SR) à agir sur l'Indochine, leur fournit matériel, orateurs, etc. Ce projet pour le PSU, présentait les avantages suivants :

- il permettait de « faire l'unité » entre les diverses tendances du PSU
- il permettait de vider le FSI de son contenu réel et de lui interdire un développement propre (l'émergence d'un courant de masse se reconnaissant dans l'activité autonome du FSI). et, incidemment de nous interdire de le capitaliser.
- enfin il permettait de couler le projet (un tel « centre d'initiative » aurait été immanquablement paralysé par les contradictions inter-groupusculaires) sans s'y opposer publiquement de front.

Notre projet

Quant au fond notre projet était le suivant : pour qu'un FSI existe, il doit avoir sa dimension propre qui impose l'unité autour de la défense de la révolution indochinoise. C'est à dire qu'il ne peut être ni un « centre d'initiative » impuissant, ni un simple cartel, paralysant. Il doit être un mouvement de masse, ou du moins une organisation à « écho de mouvement ». Il doit se bâtir autour d'une ossature d'organisation politique militante, associer